

Art. 4. En application de l'article 51, § 1^{er}, alinéa 5, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, la notification visée à l'article 2 mentionne la date à laquelle la suspension totale de l'exécution du contrat prend cours, la date à laquelle cette suspension prend fin ainsi que les dates auxquelles les ouvriers sont mis en chômage.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 15 juillet 2013 et cesse d'être en vigueur le 14 janvier 2015.

Art. 6. Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 juillet 2013.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme M. DE CONINCK

—
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 3 juillet 1978, *Moniteur belge* du 22 août 1978.

Loi du 30 décembre 2001, *Moniteur belge* du 31 décembre 2001.

Loi du 4 juillet 2011, *Moniteur belge* du 19 juillet 2011.

Art. 4. Met toepassing van artikel 51, § 1, vijfde lid, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, vermeldt de in artikel 2 bedoelde kennisgeving de datum waarop de volledige schorsing van de uitvoering van de overeenkomst ingaat, de datum waarop deze schorsing een einde neemt, alsook de data waarop de werklieden werkloos worden gesteld.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 15 juli 2013 en treedt buiten werking op 14 januari 2015.

Art. 6. De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 2 juli 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
Mevr. M. DE CONINCK

—
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 3 juli 1978, *Belgisch Staatsblad* van 22 augustus 1978.

Wet van 30 december 2001, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 2001.

Wet van 4 juli 2011, *Belgisch Staatsblad* van 19 juli 2011.

SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE ET SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE, SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE ET ENVIRONNEMENT

[C – 2013/24246]

12 JUIN 2013. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 15 décembre 2009 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités accorde un financement aux services intégrés de soins à domicile

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, l'article 36^{terdecies};

Vu l'arrêté royal du 15 décembre 2009 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités accorde un financement aux services intégrés de soins à domicile;

Vu les avis des Inspecteurs des Finances, donnés les 23 octobre 2012 et 12 décembre 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 janvier 2013;

Vu la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable, l'article 19/1, § 1^{er};

Vu l'examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence, concluant qu'une évaluation d'incidence n'est pas requise;

Vu l'avis n° 52.933/2 du Conseil d'Etat, donné le 19 mars 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêté royal du 8 juillet 2002 fixant les normes pour l'agrément spécial des services intégrés de soins à domicile;

Considérant l'avis de la Commission de contrôle budgétaire de l'INAMI, donné le 12 septembre 2012;

Sur la proposition de la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 5, § 2, de l'arrêté royal du 15 décembre 2009 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités accorde un financement aux services de soins intégrés à domicile, les mots « de 0,19 euro » sont supprimés.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID, VEELIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN EN LEEFMILIEU

[C – 2013/24246]

12 JUNI 2013. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 december 2009 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen een financiering toekent aan de geïntegreerde diensten voor thuisverzorging

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, artikel 36^{terdecies};

Gelet op het koninklijk besluit van 15 december 2009 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen een financiering toekent aan de geïntegreerde diensten voor thuisverzorging;

Gelet op de adviezen van de Inspecteurs van Financiën, gegeven op 23 oktober 2012 en 12 december 2012;

Gelet op het akkoord van de Minister bevoegd voor Begroting, gegeven op 21 januari 2013;

Gelet op de wet van 5 mei 1997 betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling, artikel 19/1, § 1;

Gelet op het voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren, waarbij besloten is dat een effectbeoordeling niet vereist is;

Gelet op het advies nr. 52.933/2 van de Raad van State, gegeven op 19 maart 2013, in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het koninklijk besluit van 8 juli 2002 tot vaststelling van de normen voor de bijzondere erkenning van geïntegreerde diensten voor thuisverzorging;

Overwegende het advies van de Commissie voor begrotingscontrole van het RIZIV, gegeven op 12 september 2012;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken en van Volksgezondheid en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 5, § 2 van het koninklijk besluit van 15 december 2009 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkering een financiering toekent aan de geïntegreerde diensten voor thuisverzorging, worden de woorden « van 0,19 euro » geschrapt.

Art. 2. L'article 6 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« **Art. 6.** § 1^{er}. Sous réserve de l'introduction au plus tard le 31 mars par les services intégrés de soins à domicile de toutes les pièces comptables justificatives et de toutes les informations visées à l'article 7, § 2, auprès du Directeur général de la Direction générale précitée, le financement annuel, qui couvre de manière forfaitaire les missions visées aux articles 8, 9 et 10 de l'arrêté royal du 8 juillet 2002 fixant les normes pour l'agrément spécial des services intégrés de soins à domicile, à l'exception de la mission visée à l'article 9, d), du même arrêté, est versé au plus tard le 1^{er} juin de l'année visée, à chacun des services intégrés de soins à domicile agréés.

Les pièces comptables qui sont produites à l'attention du Directeur général de la Direction générale précitée, en vue de justifier le financement perçu doivent concerner exclusivement les dépenses effectuées dans le cadre des missions visées aux articles 8, 9 et 10 de l'arrêté royal précité, à l'exception de l'article 9, d) du même arrêté.

§ 2. Lorsque les pièces comptables justificatives et toutes les informations visées à l'article 7, § 2, sont envoyées après le 31 mars, le financement annuel est versé aux services intégrés de soins à domicile au plus tôt le 60^e jour qui suit la date de leur réception par le Directeur général de la Direction générale précitée.

§ 3. Le service intégré de soins à domicile sera subsidié au prorata du nombre de mois de l'année visée pour lesquels il a obtenu l'agrément spécial visé par l'arrêté royal du 8 juillet 2002 précité.

§ 4. Si, pour l'année visée, le montant justifié par les pièces comptables justificatives de l'année précédente est inférieur au financement forfaitaire accordé, la différence sera remboursée sans délai par le service intégré de soins à domicile concerné. L'Institut national d'assurance maladie-invalidité peut déduire une différence non encore remboursée d'un subside subséquent à percevoir par le service intégré de soins à domicile concerné.

§ 5. Les frais d'investissement (notamment l'achat de biens) ne peuvent faire l'objet dudit financement que dans la mesure où ils auront été justifiés dans le cadre des activités financées et approuvées, après évaluation, par le Directeur général de la Direction générale précitée. Cette justification sera motivée par écrit. En cas de vente des biens d'investissement subsidiés, la valeur résiduelle non amortie sera remboursée. Les frais de remboursement d'emprunt ne seront pas pris en considération. ».

Art. 3. Dans le même arrêté, il est inséré un article 6/1 rédigé comme suit :

« **Art. 6/1.** Par dérogation à l'article 1^{er} et à l'article 6, § 1^{er}, sans préjudice du respect de toute autre disposition applicable :

- les services de soins intégrés à domicile agréés après le 1^{er} mars de l'année visée reçoivent leur financement annuel entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre, sous réserve que l'arrêté d'agrément soit transmis avant le 30 juin de l'année visée au Directeur général de la Direction générale précitée;

- si l'arrêté d'agrément a été transmis après le 30 juin de l'année visée au Directeur général de la Direction générale précitée, les services de soins intégrés à domicile agréés après le 1^{er} mars de l'année visée reçoivent leur financement au plus tard le 1^{er} juin de l'année suivante. »

Art. 4. A l'article 7 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au § 2, les mots « pour le 31 janvier de chaque année » sont remplacés par les mots « pour le 31 mars de chaque année »;

2^o le § 2 est complété par un 5^o rédigé comme suit :

« 5^o toutes les pièces originales de l'exercice comptable précédent en vue de justifier le financement perçu. »

Art. 5. Dans le même arrêté, il est inséré un article 8/1 rédigé comme suit :

« **Art. 8/1.** § 1^{er}. Le montant forfaitaire mentionné dans l'article 5, § 2, s'élève pour les années 2009, 2010 et 2011 à 0,1900 euro. Pour l'année 2012, ce montant s'élève à 0,1911 euro.

Art. 2. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« **Art. 6.** § 1. Onder voorbehoud van overlegging ten laatste op 31 maart door de geïntegreerde diensten voor thuisverzorging van alle ter verantwoording dienende boekhoudkundige stukken en van alle inlichtingen bedoeld in artikel 7, § 2, aan de Directeur-generaal van het voormelde Directoraat-generaal, wordt de jaarlijkse financiering die de opdrachten bedoeld in de artikelen 8, 9 en 10 van het koninklijk besluit van 8 juli 2002 tot vaststelling van de normen voor de bijzondere erkenning van geïntegreerde diensten voor thuisverzorging, met uitzondering van de opdracht bedoeld in artikel 9, d), van hetzelfde besluit op forfaitaire wijze dekt, ten laatste op 1 juni van het desbetreffende jaar aan elk van de erkende geïntegreerde diensten voor thuisverzorging gestort.

De boekhoudkundige stukken die worden bezorgd ter attentie van de Directeur-generaal van het voormelde Directoraat-generaal ter verantwoording van de ontvangen financiering, moeten uitsluitend betrekking hebben op uitgaven die verricht zijn in het kader van de opdrachten, bedoeld in de artikelen 8, 9 en 10 van het bovenvermelde koninklijk besluit, met uitzondering van het artikel 9, d).

§ 2. Wanneer de ter verantwoording dienende boekhoudkundige stukken en alle inlichtingen bedoeld in artikel 7, § 2, na 31 maart worden bezorgd, wordt de jaarlijkse financiering aan de geïntegreerde diensten voor thuisverzorging ten vroegste gestort op de 60^e dag volgend op de datum van ontvangst door de Directeur-generaal van het voormelde Directoraat-generaal.

§ 3. De geïntegreerde dienst voor thuisverzorging zal worden gesubsidieerd a rato van het aantal maanden van het desbetreffende jaar waarvoor hij de bijzondere erkenning waarvan sprake in het voornoemde koninklijk besluit van 8 juli 2002 verkregen heeft.

§ 4. Indien voor het jaar in kwestie, het bedrag dat door de boekhoudkundige stukken van het voorgaande jaar is verantwoord, lager is dan de toegekende forfaitaire financiering, wordt het verschil onverwijld terugbetaald door de betrokken geïntegreerde dienst voor thuisverzorging. Het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering mag een nog niet terugbetaald verschil aftrekken van een volgende subsidie die door de betrokken geïntegreerde dienst voor thuisverzorging zal worden ontvangen.

§ 5. De investeringskosten (namelijk de aankoop van goederen) mogen enkel deel uitmaken van de voormelde financiering, in de mate waarin ze werden verantwoord in het kader van de gefinancierde activiteiten, goedgekeurd na evaluatie, door de Directeur-generaal van het voormelde Directoraat-generaal. Die verantwoording zal schriftelijk worden gemotiveerd. In geval van verkoop van gesubsidieerde investeringsgoederen, wordt de niet afgeschreven resterende waarde terugbetaald. De kosten voor de terugbetaling van een lening komen niet in aanmerking. ».

Art. 3. In hetzelfde besluit wordt een artikel 6/1 ingevoegd, luidende :

« **Art. 6/1.** In afwijking van artikel 1 en artikel 6, § 1, zonder afbreuk te doen aan de naleving van elke andere bepaling die van toepassing is :

- ontvangen de geïntegreerde diensten voor thuisverzorging die erkend zijn na 1 maart van het jaar in kwestie hun jaarlijkse financiering tussen 1 juli en 31 december, op voorwaarde dat het erkenningsbesluit voor 30 juni van het jaar in kwestie werd bezorgd aan de Directeur-generaal van het voormelde Directoraat-generaal;

- wanneer het erkenningsbesluit na 30 juni van het jaar in kwestie werd bezorgd aan de Directeur-generaal van het voormelde Directoraat-generaal, ontvangen de geïntegreerde diensten voor thuisverzorging die erkend zijn na 1 maart van het jaar in kwestie hun jaarlijkse financiering uiterlijk op 1 juni van het daaropvolgende jaar. »

Art. 4. In artikel 7 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in § 2, worden de woorden « tegen 31 januari van elk jaar » vervangen door de woorden « tegen 31 maart van elk jaar »;

2^o § 2 wordt aangevuld met een 5^o, luidend als volgt :

« 5^o alle originele stukken van het vorige boekjaar met het oog op het verantwoorden van de ontvangen financiering. »

Art. 5. In hetzelfde besluit wordt een artikel 8/1 ingevoegd, luidende :

« **Artikel. 8/1.** § 1. Het forfaitair bedrag bedoeld in art. 5, § 2 bedraagt voor de jaren 2009, 2010 en 2011 0,1900 euro. Voor het jaar 2012 bedraagt dit 0,1911 euro.

§ 2. Le montant de 0,1911 est lié à l'indice santé tel que défini à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 8 décembre 1997 fixant les modalités d'application pour l'indexation des prestations dans le régime de l'assurance obligatoire soins de santé, et adapté chaque année, à partir du 1^{er} janvier 2013, par application de l'article 6, alinéa 1^{er}, de ce même arrêté ».

Art. 6. Le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions et le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 juin 2013.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
Mme L. ONKELINX

§ 2. Het bedrag van 0,1911 euro wordt verbonden met de gezondheidsindex, zoals bepaald in artikel 1 van het koninklijk besluit van 8 december 1997 tot bepaling van de toepassingsmodaliteiten voor de indexering van de prestaties in de regeling van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging, en wordt aangepast elk jaar, vanaf 1 januari 2013, met toepassing van artikel 6, eerste lid, van hetzelfde besluit. »

Art. 6. De minister bevoegd voor Sociale Zaken en de minister bevoegd voor Volksgezondheid, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 juni 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE ET SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2013/12232]

24 JUIN 2013. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand. — Errata

Au *Moniteur belge* du 5 juillet 2013, acte n° 2013/203328 :

- page 42281, texte français, premier alinéa après article 1^{er}, il faut lire : « Par ailleurs, 3 669 travailleurs ... », au lieu de : « Par ailleurs, 3 69 travailleurs ... »;

- page 42281, texte français, premier alinéa après article 1^{er}, il faut lire : « 2° 2 059 de la Communauté française; », au lieu de : « 2° 2. 59 de la Communauté française; ».

FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2013/12232]

24 JUNI 2013. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector. — Errata

In het *Belgisch Staatsblad* van 5 juli 2013, akte nr. 2013/203328 :

- blz. 42281, Franse tekst, eerste alinea na artikel 1, moet gelezen worden :
« Par ailleurs, 3 669 travailleurs ... », in plaats van : « Par ailleurs, 3 69 travailleurs ... »;

- blz. 42281, Franse tekst, eerste alinea na artikel 1, moet gelezen worden : « 2° 2 059 de la Communauté française; », in plaats van : « 2° 2. 59 de la Communauté française; ».

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE, SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE ET ENVIRONNEMENT

[C - 2013/24249]

17 JUIN 2013. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 10 décembre 2009 fixant la composition et le fonctionnement du comité consultatif des utilisateurs des données de la fondation d'utilité publique du Registre du Cancer

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé, l'article 45^{sexies}, inséré par la loi du 24 juillet 2008;

Vu l'arrêté royal du 10 décembre 2009 fixant la composition et le fonctionnement du comité consultatif des utilisateurs des données de la fondation d'utilité publique du Registre du Cancer;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 août 2012;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 52.137/2, donné le 24 octobre 2012, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er}, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 10 décembre 2009 fixant la composition et le fonctionnement du comité consultatif des utilisateurs des données de la fondation d'utilité publique du Registre du Cancer, le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° sur proposition de leurs organisations scientifiques, des médecins spécialistes largement réputés pour leur expertise et leur représentativité dans les aspects oncologiques de leur discipline :

- deux médecins spécialistes en anatomie pathologique;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID, VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN EN LEEFMILIEU

[C - 2013/24249]

17 JUNI 2013. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 december 2009 houdende de samenstelling en werking van het raadgevend comité van gebruikers van de gegevens van de stichting van openbaar nut van het Kankerregister

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, artikel 45^{sexies}, ingevoegd bij de wet van 24 juli 2008;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 december 2009 houdende de samenstelling en werking van het raadgevend comité van gebruikers van de gegevens van de stichting van openbaar nut van het Kankerregister;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 27 augustus 2012;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 52.137/2, gegeven op 24 oktober 2012, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1, § 1, van het koninklijk besluit van 10 december 2009 houdende de samenstelling en werking van het raadgevend comité van gebruikers van de gegevens van de stichting van openbaar nut van het Kankerregister wordt de bepaling onder 3° vervangen als volgt :

« 3° op voorstel van hun wetenschappelijke organisaties, geneesheren-specialisten met een grote reputatie voor hun expertise en representativiteit in de oncologische aspecten van hun discipline :

- twee geneesheer-specialisten in de pathologische anatomie;